

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

*Paix - Travail - Patrie*

INSTITUT NATIONAL DE LA  
STATISTIQUE



REPUBLIC OF CAMEROON

*Peace - Work - Fatherland*

NATIONAL INSTITUTE OF  
STATISTICS

# *Les Comptes financiers du Cameroun 2016-2017*

***Mars 2023***

## Table des matières

Table des matières.....	0
Liste de graphiques.....	0
Liste de tableaux.....	0
Sigles et abréviations.....	1
Introduction.....	2
1 Généralités sur les comptes financiers – Définitions des concepts.....	2
2 Analyse du solde global de financement par secteur institutionnel.....	4
3 Evolution des flux nets d’actifs et passifs financiers des secteurs.....	5
3.1 Economie nationale.....	5
3.1.1 Sociétés non financières.....	5
3.1.2 Sociétés financières.....	5
3.1.3 Administrations publiques.....	6
3.1.4 Ménages.....	7
3.1.5 Institutions sans but lucratif au service des ménages.....	8
3.2 Reste du monde.....	9
Conclusion et perspectives.....	10

## Liste de graphiques

Graphique 1: Capacité / besoin de financement par secteur en 2016 et 2017.....	4
--	---

## Liste de tableaux

Tableau 1 :Flux nets d’actifs et passifs financiers des sociétés non financières en 2016 et 2017.....	5
Tableau 2 : Flux nets d’actifs et passifs financiers des sociétés financières en 2016 et 2017.....	6
Tableau 3 : Flux nets d’actifs et passifs financiers des administrations publiques en 2016 et 2017.....	7
Tableau 4 : Flux nets d’actifs et passifs financiers des ménages en 2016 et 2017.....	8
Tableau 5 : Flux nets d’actifs et passifs financiers des institutions sans buts lucratifs au service des ménages en 2016 et 2017.....	8
Tableau 6 : Flux nets d’actifs et passifs financiers du reste du monde en 2016 et 2017.....	9

## Sigles et abréviations

AFC	Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique centrale
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique centrale
FMI	Fonds Monétaire International
INS	Institut National de la Statistique
ISBLSM	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINFI	Ministère des Finances
RdM	Reste du Monde
SCN 2008	Système de Comptabilité Nationale de 2008

## Introduction

L'Institut National de la Statistique (INS) vous présente la première édition des comptes nationaux financiers (CNF) du Cameroun ; travail entrepris en décembre 2018 avec le changement de l'année de base des comptes nationaux, qui est passée de l'année 2005 à l'année 2016.

Les travaux ont bénéficié de l'appui financier du Gouvernement, à travers le Ministère des Finances (MINFI), le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT). Ils ont aussi bénéficié de l'assistance technique du Centre Régional d'Assistance Technique du FMI pour l'Afrique Centrale (AFC).

Le changement de l'année de base des comptes nationaux (rebasage) est un exercice normal de la méthodologie d'élaboration des comptes nationaux, qui vise à rénover l'instrument de mesure de l'activité économique du pays, que sont les comptes nationaux. La pratique internationale en la matière recommande de le faire tous les cinq ou dix ans.

Les premiers résultats de ces travaux ont été publiés en janvier 2021<sup>1</sup>, avec notamment le produit intérieur brut (PIB) de l'année 2016 qui a été réévalué à la hausse de 3,6 pour cent par rapport à la même année en base 2005.

L'un des objectifs de ce changement d'année de base était l'extension du champ de couverture des comptes nationaux du Cameroun aux autres comptes d'accumulation, en particulier le compte des opérations financières.

Dans ce cadre, l'INS a bénéficié de trois missions d'assistance technique d'AFC dans la mise en place des comptes financiers élaborés selon le SCN 2008 et conformes à l'année de base 2016. La première mission, en décembre 2020, a notamment permis : i) le traitement de l'ensemble des sources de données nécessaires pour l'élaboration des comptes financiers de l'année de base 2016 ; et ii) l'équilibrage pour chaque opération financière des flux entre les secteurs institutionnels résidents et le Reste du Monde à l'aide de matrices de Qui-à-Qui. La dernière mission, en janvier 2023, a aidé à finaliser l'année de base 2016 et à poursuivre les travaux pour les autres années, en particulier l'année 2017. Ces travaux ont permis la synthèse du compte des opérations financières pour ces deux années.

Le présent rapport vise la mise à disposition du public du premier jet de données sur les opérations financières 2016-2017, assorties de commentaires. Après la présentation de quelques généralités sur les comptes financiers **(1)**, le document présente une analyse du solde global de financement par secteur institutionnel **(2)**, et se termine par l'analyse détaillée des flux nets d'actifs et de passifs financiers par secteur institutionnel **(3)**.

### 1 Généralités sur les comptes financiers – Définitions des concepts

**Le compte des opérations financières** est le second des comptes d'accumulation (après le compte de capital) et le dernier de la séquence des comptes du SCN, qui enregistre les transactions entre unités institutionnelles. Il décrit comment les secteurs en besoin de financement (emprunteurs nets) obtiennent les ressources financières qui leur sont nécessaires pour financer

---

<sup>1</sup> <https://ins-cameroun.cm/statistique/cameroun-changement-annee-de-base-en-2016/>

leurs investissements, et comment les secteurs en capacité de financement (prêteurs nets) placent leurs ressources financières, par type d'actifs et passifs financiers.

Les **opérations financières (F)** sont les opérations sur **actifs (AF) et passifs financiers** qui ont lieu entre des unités institutionnelles résidentes ou entre ces dernières et des unités institutionnelles non-résidentes.

Les **actifs financiers** se composent de toutes les créances financières et participations, plus la composante physique de l'or monétaire.

Une **créance financière** donne à son détenteur le droit de recevoir un paiement ou une série de paiements de la part du débiteur.

Les **passifs** sont établis lorsqu'un débiteur est tenu d'effectuer un paiement ou une série de paiements à un créancier.

Tous les actifs financiers ont un passif de contrepartie, à l'exception de l'or monétaire. Cette exception mise à part, il y a une correspondance entre les catégories d'actifs financiers et de passifs. Le SCN 2008 distingue huit catégories d'actifs financiers (et de passifs) :

- AF.1 Or monétaire et Droits de Tirage Spéciaux (DTS) ;
- AF.2 Numéraire et dépôts ;
- AF.3 Titres de créance ;
- AF.4 Crédits ;
- AF.5 Actions et parts de fonds d'investissement ;
- AF.6 Droits sur les provisions techniques d'assurance, sur les fonds de pension et sur les réserves de garanties standard ;
- AF.7 Produits financiers dérivés et options sur titres des salariés ;
- AF.8 Autres comptes à recevoir/à payer.

Une **unité institutionnelle** est une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de prendre des engagements, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités.

La **résidence** d'une unité institutionnelle correspond au territoire économique avec lequel elle possède la relation la plus étroite, autrement dit son centre d'intérêt économique prépondérant.

Les **secteurs institutionnels** sont des regroupements d'unités institutionnelles (résidentes) ayant des objectifs, des fonctions et un comportement économique analogues. Une unité institutionnelle appartient à un secteur ou sous-secteur, et un seul.

Le SCN distingue cinq secteurs institutionnels résidents : les sociétés non financières (SNF) (S.11) ; les sociétés financières (S.12) ; les administrations publiques (APU) (S.13) ; les ménages (S.14) ; et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) (S.15). Ensemble, ces cinq secteurs institutionnels constituent l'**économie nationale** (S.1). Le **reste du monde** (S.2) comprend toutes les unités institutionnelles non-résidentes qui effectuent des opérations avec des unités résidentes.

Le compte des opérations financières est un compte de flux, établi pour une période donnée (l'année ou le trimestre) ; à contrario des comptes financiers de patrimoine, qui présentent les stocks (ou encours) d'actifs et de passifs financiers à un moment donné (fin de période).

Il fait apparaître les variations du patrimoine causées par les opérations sur actifs et passifs financiers classées par type d'instrument financier. La partie gauche du compte (variations d'actifs) enregistre les acquisitions moins les cessions d'actifs financiers, correspondant aux opérations qui augmentent ou diminuent le montant des avoirs (créances) du secteur ; tandis que la partie droite (variations de passifs) enregistre les accroissements moins les remboursements des passifs, correspondant aux opérations qui augmentent ou diminuent le montant des engagements (dettes) du secteur.

Le **solde comptable du compte financier** correspond à l'acquisition nette d'actifs financiers diminuée de l'accroissement net des passifs, et est appelé capacité (+) / besoin (-) de financement (B.9). La capacité/besoin de financement (CF/BF) est calculée par la formule :

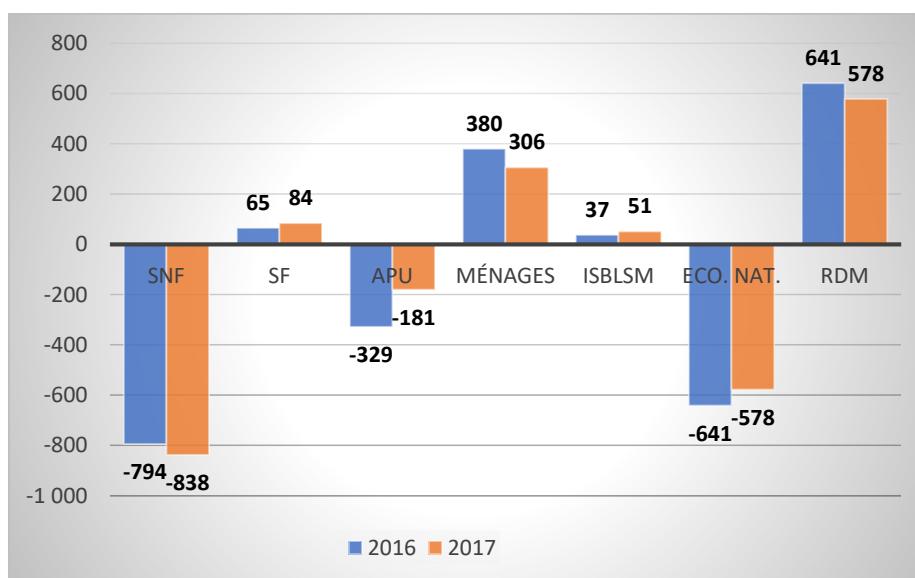
$$CF/BF = \text{Acquisition nette d'actifs financiers} - \text{Accroissement net de passifs.}$$

## 2 Analyse du solde global de financement par secteur institutionnel

La capacité ou le besoin de financement d'un secteur institutionnel est la différence entre l'acquisition nette d'actifs financiers et l'accroissement net des passifs de ce secteur. On parle de capacité de financement si l'acquisition nette d'actifs est supérieure à l'accroissement net des passifs (solde positif) ; respectivement, de besoin de financement, si le solde est négatif. Il s'agit du solde du compte des opérations financières.

D'après le graphique 1, l'économie nationale a enregistré un besoin de financement de 641 milliards en 2016 et de 578 milliards de FCFA en 2017. Les secteurs institutionnels qui ont grevé le besoin de financement de l'économie sont : les sociétés non financières (794 milliards en 2016 et 838 milliards en 2017) et les administrations publiques (329 milliards en 2016 et 181 milliards en 2017). En revanche, les ménages ont enregistré une capacité de financement de 380 milliards en 2016 et 306 milliards en 2017, les sociétés financières ont une capacité de 65 milliards en 2016 et 84 milliards en 2017 ; et enfin, les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ont dégagé une capacité de 37 milliards en 2016 et 51 milliards en 2017.

Graphique 1: Capacité / besoin de financement par secteur en 2016 et 2017



Source : INS

## 3 Evolution des flux nets d'actifs et passifs financiers des secteurs

### 3.1 Economie nationale

#### 3.1.1 Sociétés non financières

Globalement, le besoin de financement des sociétés non financières (SNF) a été de 838 milliards de FCFA en 2017 après 794 milliards en 2016, en dégradation de 44 milliards entre les deux années. Ce creusement a été la résultante d'une part, de l'augmentation de leurs passifs en crédits de 223 milliards de FCFA, en actions et fonds d'investissement de 173 milliards de FCFA, et d'autre part, s'est atténué à la suite de la diminution de leurs passifs en comptes à payer de 225 milliards de FCFA.

Tableau 1 : Flux nets d'actifs et passifs financiers des sociétés non financières en 2016 et 2017

Sociétés Non Financières (SNF), S11	2016	2017
<b>Acquisitions nettes d'actifs financiers</b>	<b>343.5</b>	<b>492.0</b>
Numéraire et dépôts	223.4	312.6
Titres de créance	-44.8	39.6
Crédits	-51.0	-47.7
Actions et parts de fonds d'investissement	136.7	-4.5
Droits sur les provisions techniques	3.5	1.0
Produits financiers dérivés et OTS		
Autres comptes à recevoir/à payer	75.7	191.0
<b>Accroissements nets de passifs</b>	<b>1 137.8</b>	<b>1 330.2</b>
Numéraire et dépôts		
Titres de créance	-58.0	-23.5
Crédits	272.4	495.8
Actions et parts de fonds d'investissement	67.1	240.2
Droits sur les provisions techniques		
Produits financiers dérivés et OTS	14.0	
Autres comptes à recevoir/à payer	842.4	617.8
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement (B9)</b>	<b>-794.3</b>	<b>-838.2</b>

Source : INS

Du côté des actifs, les numéraires et dépôts (+89 milliards) et les autres comptes à recevoir (+115 milliards) contribuent positivement à l'évolution du solde des SNF. L'augmentation nette des numéraires et dépôts est principalement tirée par les dépôts transférables (+227 milliards), atténuée par la diminution des autres dépôts (-128 milliards). En revanche, les actions (-141 milliards) contribuent négativement à cette évolution.

#### 3.1.2 Sociétés financières

Le secteur des sociétés financières (SF) se compose essentiellement de la banque centrale (la représentation nationale de la BEAC), des banques commerciales, des entreprises de microfinances (EMF), des compagnies d'assurances et des auxiliaires financiers. Sa principale fonction est d'assurer l'intermédiation financière entre les agents économiques ayant un besoin de financement et ceux ayant une capacité de financement.

Les sociétés financières ont une capacité de financement de 65 milliards en 2016 et 84 milliards de FCFA en 2017, en augmentation de près de 19 milliards entre les deux années. Malgré cette

faible variation du solde global, les variations entre les deux années sont importantes dans le détail des instruments financiers, et ceux-ci à la fois pour les actifs et les passifs financiers.

Tableau 2 : Flux nets d'actifs et passifs financiers des sociétés financières en 2016 et 2017

Sociétés Financières (SF), S12	2016	2017
<b>Acquisitions nettes d'actifs financiers</b>	<b>67.6</b>	<b>936.2</b>
Or monétaire et DTS	2.2	-1.0
Numéraire et dépôts	-764.6	475.4
Titres de créance	297.2	-47.4
Crédits	383.8	569.7
Actions et parts de fonds d'investissement	28.1	-24.5
Droits sur les provisions techniques	2.3	-0.3
Autres comptes à recevoir/à payer	118.6	-35.7
<b>Accroissements nets de passifs</b>	<b>2.6</b>	<b>852.5</b>
Or monétaire et DTS		
Numéraire et dépôts	-150.1	691.6
Titres de créance		
Crédits	14.4	176.7
Actions et parts de fonds d'investissement	26.9	9.9
Droits sur les provisions techniques	23.8	22.9
Autres comptes à recevoir/à payer	87.6	-48.6
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement (B9)</b>	<b>65.0</b>	<b>83.7</b>

Source : INS

Globalement, les acquisitions nettes d'actifs financiers des sociétés financières passent de 68 milliards en 2016 à 936 milliards en 2017, soit une augmentation de 869 milliards. Cette évolution est principalement imputable à l'augmentation de leurs numéraires et dépôts (+1 240 milliards) et de leurs crédits (+186 milliards), ainsi qu'à la diminution de leurs titres de créance (-345 milliards) et de leurs autres comptes à recevoir ou à payer (-154 milliards). La forte évolution du poste numéraires et dépôts s'explique essentiellement par l'amélioration des avoirs de la banque centrale à l'extérieur, qui sont passés de -746 milliards d'acquisitions nettes en 2016 à +368 milliards en 2017.

De même, les accroissements nets des passifs des sociétés financières passent de 3 milliards en 2016 à 853 milliards en 2017, soit une augmentation de 850 milliards. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation de leurs passifs en numéraires et dépôts (+842 milliards) et en crédits (+162 milliards), et par la baisse de leurs passifs en autres comptes à recevoir ou à payer (-136 milliards). La forte variation observée sur leurs passifs en numéraires et dépôts s'explique essentiellement par l'augmentation des autres dépôts de l'administration publique centrale auprès du système bancaire, dont la variation nette est passée de -430 milliards en 2016 à +522 milliards en 2017.

### 3.1.3 Administrations publiques

Les administrations publiques (APU) affichent un besoin de financement sur les années de 2016 et 2017. Ce besoin de financement s'est tout de même réduit de 148 milliards entre les deux années, en se chiffrant à 180 milliards en 2017, après 328 milliards en 2016. Cette situation est la résultante



d'une amélioration de la variation des acquisitions nettes d'actifs (+726 milliards) plus importante que la variation des accroissements nets de passifs (+578 milliards) entre les deux années.

Tableau 3 : Flux nets d'actifs et passifs financiers des administrations publiques en 2016 et 2017

Administrations Publiques (APU), S13	2016	2017
<b>Acquisitions nettes d'actifs financiers</b>	<b>-17.0</b>	<b>709.3</b>
Numéraire et dépôts	-401.3	538.4
Titres de créance	8.6	-1.7
Crédits	23.3	14.0
Actions et parts de fonds d'investissement	24.6	22.4
Droits sur les provisions techniques	0.3	0.1
Autres comptes à recevoir/à payer	327.4	136.2
<b>Accroissements nets de passifs</b>	<b>311.5</b>	<b>890.0</b>
Numéraire et dépôts	1.0	-8.4
Titres de créance	101.8	-86.3
Crédits	404.4	1 141.8
Actions et parts de fonds d'investissement		
Droits sur les provisions techniques	0.0	0.0
Autres comptes à recevoir/à payer	-195.7	-157.2
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement (B9)</b>	<b>-328.5</b>	<b>-180.7</b>

Source : INS

Les plus importantes opérations sur les actifs financiers des APU depuis 2016 concernent les numéraires et dépôts et les autres comptes à recevoir/à payer. Ainsi, en 2017, les acquisitions nettes de ces différents actifs par les APU ont atteint respectivement 538,4 milliards (après -401,3 en 2016) et 136 milliards (après 327,4 en 2016). L'accroissement des numéraires et dépôts est lié aux activités de l'administration publique centrale dont le volume net des autres dépôts leur appartenant s'est accru de 522,2 milliards en 2017, après -430,1 milliards en 2016.

Les opérations sur les passifs des APU concernent principalement les crédits contractés et les autres comptes à payer. Ainsi, l'accroissement net des crédits a atteint 1 141,8 milliards en 2017 en liaison avec les crédits de long terme qui concentrent environ 70 % des prêts octroyés aux APU. Les autres comptes à recevoir/ à payer y compris les crédits commerciaux et comptes ont baissé de 157,2 milliards en 2017 et de 195,7 milliards en 2016.

### 3.1.4 Ménages

En 2017, les ménages ont dégagé une capacité de financement de 306 milliards, après 379,7 milliards en 2016, en diminution de 74 milliards entre les deux années. Cette situation est la résultante de l'évolution des acquisitions nettes d'actifs financiers qui se sont chiffrés à 198,5 milliards en 2017 et à 762,7 milliards de FCFA en 2016, ainsi que de l'accroissement net des passifs qui ont été en baisse de 107,5 milliards en 2017, après une hausse de 383 milliards en 2016.

L'analyse selon les actifs financiers a révélé que les numéraires et dépôts se chiffrent à 38,5 milliards en 2017 après avoir atteint 745,8 milliards de FCFA en 2016. Il s'agit principalement des dépôts transférables (141 milliards) et des billets et pièces (48 milliards) en 2017. En revanche, ce poste est principalement porté en 2016 par les autres dépôts (645 milliards) comprenant les placements à vue et à échéance, et les billets et pièces (62 milliards).

Les ménages ont cédé principalement les titres de créance à long terme de 3,4 milliards en 2017 et 7,4 milliards de FCFA en 2016.

Tableau 4 : Flux nets d'actifs et passifs financiers des ménages en 2016 et 2017

Ménages, S14	2016	2017
<b>Acquisitions nettes d'actifs financiers</b>	<b>762.7</b>	<b>198.5</b>
Numéraire et dépôts	745.8	38.5
Titres de créance	-7.5	-3.3
Crédits		
Actions et parts de fonds d'investissement	22.1	127.3
Droits sur les provisions techniques	18.9	21.4
Autres comptes à recevoir/à payer	-16.7	14.5
<b>Accroissements nets de passifs</b>	<b>383.0</b>	<b>-107.5</b>
Numéraire et dépôts		
Titres de créance		
Crédits	134.6	-194.5
Actions et parts de fonds d'investissement		9.1
Droits sur les provisions techniques		
Autres comptes à recevoir/à payer	248.4	78.0
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement (B9)</b>	<b>379.7</b>	<b>306.0</b>

Source : INS

En 2017, les ménages ont détenu des actions d'un montant de 127,3 milliards, après 22,1 milliards en 2016. Leurs droits sur les provisions techniques, en particulier sur l'assurance-vie se sont chiffrés à 20 milliards en 2017, après 16 milliards en 2016.

L'analyse selon les passifs a montré une diminution des crédits de court terme des ménages de 191 milliards en 2017 et de 5,4 milliards en 2016. Les crédits à long terme ont diminué de 3,5 milliards en 2017 contre un accroissement de ces crédits de 140 milliards en 2016. Les autres comptes à recevoir/à payer y compris les crédits commerciaux et acomptes ont augmenté de 78 milliards en 2017 et de 248,4 milliards en 2016.

### 3.1.5 Institutions sans but lucratif au service des ménages

Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) affichent une capacité de financement de 37 milliards en 2016 et de 51 milliards en 2017, en amélioration de 14 milliards.

Tableau 5 : Flux nets d'actifs et passifs financiers des institutions sans buts lucratifs au service des ménages en 2016 et 2017

ISBLSM, S15	2016	2017
<b>Acquisitions nettes d'actifs financiers</b>	<b>48.3</b>	<b>46.3</b>
Numéraire et dépôts	19.8	7.3
Droits sur les provisions techniques	0.1	0.0
Autres comptes à recevoir/à payer	28.5	39.0
<b>Accroissements nets de passifs</b>	<b>11.4</b>	<b>-4.8</b>
Crédits	10.7	-4.3
Autres comptes à recevoir/à payer	0.7	-0.6
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement (B9)</b>	<b>36.9</b>	<b>51.1</b>

Source : INS

Cette évolution est portée par l'augmentation leurs acquisitions nettes d'actifs financiers en autres comptes à recevoir ou à payer de 10 milliards, et par la baisse de leurs accroissements nets de passifs en crédits de 15 milliards. Elle est atténuée par la baisse de leurs acquisitions nettes de numéraires et dépôts de près de 13 milliards.

### 3.2 Reste du monde

A la lumière de la structure de l'économie nationale, le Reste du monde (RdM) affiche naturellement une capacité de financement qui se chiffre à 578 milliards en 2017, après 641,2 milliards en 2016, soit une diminution de 63 milliards entre les deux années.

Tableau 6 : Flux nets d'actifs et passifs financiers du reste du monde en 2016 et 2017

Reste du Monde (RDM), S2	2016	2017
<b>Acquisitions nettes d'actifs financiers</b>	<b>840.1</b>	<b>1 532.1</b>
Or monétaire et DTS		
Numéraire et dépôts	-1.9	20.0
Titres de créance	-18.0	-23.5
Crédits	475.9	989.9
Actions et parts de fonds d'investissement	32.5	129.2
Droits sur les provisions techniques	0.4	0.2
Produits financiers dérivés et OTS	14.0	
Autres comptes à recevoir/à payer	337.2	416.3
<b>Accroissements nets de passifs</b>	<b>198.9</b>	<b>954.0</b>
Or monétaire et DTS	<b>2.2</b>	<b>-1.0</b>
Numéraire et dépôts	-29.7	708.9
Titres de créance	191.7	73.5
Crédits	-4.4	-89.7
Actions et parts de fonds d'investissement	150.1	-9.2
Droits sur les provisions techniques	1.8	-0.5
Produits financiers dérivés et OTS		
Autres comptes à recevoir/à payer	-112.7	271.9
<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement (B9)</b>	<b>641.2</b>	<b>578.0</b>

Source : INS

Cette situation pourrait traduire une relative maîtrise des besoins de financements au sein de l'économie nationale. Toutefois, il convient de relever une hausse conjointe des accroissements nets d'actifs et passifs. En effet, les acquisitions nettes d'actifs financiers du RdM se situent à 1 532,1 milliards de FCFA en 2017 après 840,1 milliards de FCFA en 2016. De même, les engagements nets se sont accrus plus que proportionnellement à 954 milliards de FCFA en 2017, après avoir atteint 198,9 milliards en 2016.

L'évolution des avoirs financiers du RdM a été soutenue par les prêts qui présentent un accroissement net à 989,9 milliards en 2017 contre 475,9 milliards en 2016, principalement portés par les crédits de long terme. Ils sont suivis par les actions et parts de fonds d'investissement qui se chiffrent à 129 milliards en 2017, après 33 milliards un an auparavant.

Les engagements nets du RdM quant à eux, sont davantage constitués par un accroissement des numéraires et dépôts qui se chiffrent à 708,9 milliards de FCFA en 2017, après une baisse de 29,7 milliards en 2016, principalement imputables aux dépôts transférables (hausse de 707 milliards en

2017 et d'une baisse de 658 milliards en 2016). Les autres comptes à recevoir/à payer enregistrent une forte variation (+385 milliards) en se situant à 272 milliards, après une baisse des engagements de 113 milliards un an plutôt.

## Conclusion et perspectives

Le présent rapport met en regard les actifs financiers et les passifs des secteurs institutionnels y compris le reste du monde. Les résultats montrent que l'économie nationale affiche structurellement un besoin de financement qui s'est chiffré à 578 milliards en 2017 après 641 milliards en 2016. Ce déficit financier est exclusivement exprimé par les sociétés non financières (838 milliards après 794 milliards en 2016) et les administrations publiques (181 milliards après 329 milliards en 2016). Cependant, les ménages (306 milliards après 380 milliards en 2016), les sociétés financières (84 milliards après 65 milliards en 2016) et les ISBLSM (51 milliards après 37 milliards en 2016) ont enregistré des excédents financiers pour atténuer le montant de financement attendu du reste du monde.

Le processus d'élaboration des comptes financiers au Cameroun date des années 2010 avec les comptes nationaux en base 2005, et a bénéficié de l'appui technique de l'AFC. Un document de méthodologie avait été produit et diffusé sur le site internet de l'INS en 2013, malheureusement les travaux techniques n'avaient pas abouti à la diffusion des résultats auprès des utilisateurs.

La nouvelle base 2016 vise à corriger ce manquement en mettant à la disposition des principaux utilisateurs (Gouvernement, chercheurs et universitaires) et du public en général, deux notes dont l'une porte sur l'analyse des résultats des comptes financiers des années 2016 et 2017 et l'autre sur les sources de données et les méthodes d'élaboration des comptes financiers.

En perspectives, les travaux de collecte et de traitement des sources de données pour les années 2018 à 2020 ont été lancés et il est envisagé une deuxième publication des résultats des comptes financiers de ces années avant la fin de l'année 2023.

## **Equipe Technique**

### **Supervision générale**

1. TEDOU Joseph, *Directeur Général, Institut National de la Statistique (INS)*
2. SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, *Directeur Général Adjoint, INS*

### **Coordination technique**

1. NGHOGUE VOUFLO Léonel Erith, *Chef de Division de la Comptabilité Nationale*
2. DEFFO Achille Carlos, *Chargé d'Etudes, Chef de projet comptes financiers*

### **Equipe technique et de rédaction**

1. TALOM Alain, *Chargé d'Etudes*
2. DEFFO Achille Carlos, *Chargé d'Etudes*
3. KAMSU KAGO Brice, *Chargé d'Etudes*
4. NGOUANA Serges, *Chargé d'Etudes*
5. FOLEFACK née NGUIMDO Nadine, *Chargé d'Etudes*
6. SIKUBE TAKMGNO Célestin, *Chargé d'Etudes Assistant*
7. TEPONGNING MEGNIFO Hervé, *Chargé d'Etudes Assistant*
8. MOFFO DZOUBOSSE Ghislain, *Chargé d'Etudes Assistant*
9. FOTSO KEGNE Elie, *Chargé d'Etudes Assistant*
10. FOKOU TETOUGNENI Alex, *Chargé d'Etudes Assistant*
11. FOMENA KAMMALAC Stevin, *Chargé d'Etudes Assistant*

***Institut National de la Statistique***

*BP : 134 Yaoundé - Cameroun*

*Tél : (237) 222 22 04 45*

*Fax : (237) 222 23 24 37*

*Site Web : <https://ins-cameroun.cm/>*

*Une Publication du Département des Synthèses  
Economiques*

*© INS, Mars 2023*